

L'ONU demande à Bujumbura de s'engager en faveur du dialogue politique

ONU Info, 5 avril 2018 Burundi : le Conseil de sécurité demande aux autorités de s'engager en faveur du dialogue politique. Se disant profondément préoccupé par la lenteur du dialogue inter-burundais et l'immobilisme du gouvernement, le Conseil de sécurité a exhorté les autorités du Burundi à s'engager en faveur de ce dialogue afin d'aboutir à un accord avant les élections de 2020.

Le dialogue est le seul processus viable en vue d'un règlement politique durable au Burundi, a insisté le Conseil dans une déclaration de sa Présidence adoptée jeudi après-midi. Il a exprimé par ailleurs l'espoir que les élections de 2020 soient libres, régulières, transparentes, pacifiques et pleinement ouvertes à tous. Dans cette déclaration, les membres du Conseil de sécurité condamnent fermement les violations des droits de l'homme commises dans le pays, y compris les exécutions extrajudiciaires, les actes de torture et les actes de harcèlement et d'intimidation visant la société civile et les journalistes. Ils exhortent le gouvernement burundais à protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, conformément à la Constitution du pays et à ses obligations internationales. Tous les responsables de violations, y compris les membres des forces de sécurité et de partis politiques, doivent être traduits en justice, demande le Conseil de sécurité. Par ailleurs, il exhorte le gouvernement à renouer les liens avec les partenaires internationaux, en particulier l'ONU, à mener une manière constructive et dans un esprit de confiance mutuelle. Le Conseil regrette en particulier que le gouvernement ait suspendu toute coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Le gouvernement burundais s'était pourtant engagé devant le Conseil de sécurité en faveur de la pleine coopération mutuelle avec le HCDH et d'accepter la visite d'une quipe d'experts en vue de collecter des informations sur la situation des droits de l'homme. Le Haut-Commissariat et le gouvernement doivent dialoguer afin de trouver rapidement une solution permettant au premier de reprendre pleinement ses activités, insiste le Conseil dans sa déclaration. Enfin, constatant la suspension de l'aide par un certain nombre de partenaires, le Conseil appelle le gouvernement à créer des conditions propices à la reprise de l'assistance afin de faire face à la dégradation persistante de la situation humanitaire. Le Burundi compte 180.000 personnes déplacées et 3,6 millions de personnes dans le besoin.

 

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});